

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/DSB/M/176

19 octobre 2004

(04-4408)

Organe de règlement des différends
27 septembre 2004

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard
le 27 septembre 2004

Présidente: Mme Amina Mohamed (Kenya)

<u>Sujets examinés:</u>	<u>Page</u>
1. Surveillance de la mise en œuvre des recommandations adoptées par l'ORD	2
a) États-Unis – Loi antidumping de 1916: rapport de situation des États-Unis	2
b) États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits: rapport de situation des États-Unis	3
c) États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: rapport de situation des États-Unis	4
d) États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention: rapport de situation des États-Unis	5
2. États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada	10
a) Mise en œuvre des recommandations de l'ORD	10
3. Corée – Droits antidumping sur les importations de certains papiers en provenance d'Indonésie	11
a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Indonésie	11
4. États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés Européennes	12
a) Recours des Communautés Européennes à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends: demande d'établissement d'un groupe spécial	12
5. Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés	15
a) Rapport de l'Organe d'appel) et rapport du Groupe spécial	15
6. Liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux – Désignations proposées	18

1. Surveillance de la mise en œuvre des recommandations adoptées par l'ORD

- a) États-Unis – Loi antidumping de 1916: rapport de situation des États-Unis (WT/DS136/14/Add.30-WT/DS162/17/Add.30)
- b) États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits: rapport de situation des États-Unis (WT/DS176/11/Add.23)
- c) États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: rapport de situation des États-Unis (WT/DS184/15/Add.23)
- d) États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention: rapport de situation des États-Unis (WT/DS217/16/Add.8-WT/DS234/24/Add.8)

1. La Présidente a rappelé que l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends disposait ce qui suit: "À moins que l'ORD n'en décide autrement, la question de la mise en œuvre des recommandations ou décisions sera inscrite à l'ordre du jour de la réunion de l'ORD après une période de six mois suivant la date à laquelle le délai raisonnable prévu au paragraphe 3 aura été fixé et restera inscrite à l'ordre du jour des réunions de l'ORD jusqu'à ce qu'elle soit résolue." Elle a proposé que les quatre points qu'elle venait d'énumérer soient examinés individuellement.

- a) États-Unis – Loi antidumping de 1916: rapport de situation des États-Unis (WT/DS136/14/Add.30-WT/DS162/17/Add.30)

2. La Présidente a appelé l'attention des Membres sur le document WT/DS136/14/Add.30-WT/DS162/17/Add.30 qui contenait le rapport de situation des États-Unis sur la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant la Loi antidumping de 1916 des États-Unis.

3. La représentante des États-Unis a dit que son pays avait présenté un rapport de situation additionnel sur ces différends le 16 septembre 2004, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord. Comme l'indiquait ce rapport, la législation portant abrogation de la Loi de 1916 était en attente à la fois au Sénat et à la Chambre des Représentants des États-Unis. Le 29 janvier 2004, le texte H.R. 1073 qui abrogerait la Loi de 1916 avait été transmis avec avis favorable par la Commission judiciaire de la Chambre des Représentants. Le 30 juin 2004, M. l'Ambassadeur Zoellick avait adressé une lettre à la présidence de la Chambre des Représentants des États-Unis pour lui demander d'adopter la législation portant abrogation de la Loi de 1916 "le plus vite possible". L'administration des États-Unis continuerait de collaborer avec le Congrès pour progresser encore dans le règlement de ces différends avec les CE et le Japon.

4. Le représentant des Communautés européennes a dit qu'il y avait quatre ans que les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel concernant la Loi antidumping de 1916 de États-Unis avaient été adoptés. Durant ces quatre années, les États-Unis n'avaient fait aucun véritable effort pour se conformer à la décision et aux recommandations de l'ORD. Le dernier rapport de situation pouvait encore une fois se résumer en deux mots: "aucun progrès". Cette inobservation totale par les États-Unis de l'obligation qui leur incombait de mettre en œuvre la décision de l'ORD avait établi un précédent dangereux qui causait du tort à tous les Membres, y compris aux États-Unis. Les CE demandaient instamment à l'administration des États-Unis de faire comprendre au Congrès l'urgence de se conformer à la décision de l'OMC et de rendre compte à l'ORD à sa réunion suivante des mesures prises pour assurer la mise en conformité sans plus attendre. Le fait pour le Congrès des États-Unis d'achever ses travaux sans abroger la Loi antidumping de 1916 témoignerait de façon très inquiétante du peu d'importance accordée au système de l'OMC. Les CE tenaient à rappeler qu'elles pouvaient adopter à tout moment une législation antidumping applicable aux produits des États-Unis

conformément à leur droit de suspendre l'application à l'égard des États-Unis de leurs obligations au titre du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping.

5. Le représentant du Japon a indiqué qu'au 28 septembre 2004 quatre années s'étaient écoulées depuis que l'ORD avait adopté les recommandations et décisions dans ces affaires. Le fait que les États-Unis n'aient pas été à même de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD pendant une si longue période de temps préoccupait le Japon au plus haut point car ses sociétés subissaient les conséquences de l'incapacité des États-Unis de respecter ses obligations. Toute prolongation de cette situation ne pouvait que ternir la crédibilité du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Le rapport de situation présenté par les États-Unis ne contenait rien de vraiment nouveau. Cela dit, le Japon avait pris connaissance avec un vif intérêt des mesures prises par les États-Unis et espérait qu'elles déboucheraient sur des résultats tangibles. Ces mesures étaient le soutien explicite exprimé par l'administration des États-Unis à la législation portant abrogation de la Loi de 1916 dans le rapport de 2004 aux dirigeants sur l'initiative États-Unis – Japon pour la réforme de la réglementation et de la politique de la concurrence et une lettre adressée par M. l'Ambassadeur Zoellick à la présidence de la Chambre des Représentants des États-Unis. Afin qu'il soit donné suite aux efforts du gouvernement des États-Unis, le Japon demandait instamment à l'administration des États-Unis de redoubler d'effort devant le Congrès des États-Unis afin que ces signes positifs débouchent sur des résultats positifs et conduisent à l'adoption des mesures législatives nécessaires pendant la deuxième session du 108^{ème} Congrès. Comme cela avait déjà été indiqué, les mesures législatives en attente devant le législateur des États-Unis n'auraient pas toutes des effets rétroactifs appropriés en dépit des demandes répétées du Japon en ce sens. Le représentant du Japon a rappelé qu'en mai 2004 le tribunal fédéral de district avait prononcé un jugement confirmant l'ordonnance imposant à une société japonaise de verser des dommages-intérêts d'un montant de 30 millions de dollars EU. Il était regrettable que les États-Unis n'aient toujours pris aucune mesure concrète en vue d'éviter que de tels incidents ne se reproduisent en dépit des demandes répétées du Japon pour que l'annulation ou la réduction d'avantages ne soit pas aggravée. Le Japon engageait encore une fois les États-Unis à assurer la mise en œuvre en abrogeant la Loi de 1916 avec effet rétroactif approprié. Le Japon demandait aussi aux États-Unis de fournir des rapports plus explicites sur l'état d'avancement de tous les projets de loi visant à abroger la Loi de 1916. Si les États-Unis ne mettaient pas en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD, le Japon n'aurait d'autre choix que de réactiver le processus d'arbitrage au titre de l'article 22 de l'ORD, et d'exercer son droit de suspendre l'application de concessions ou d'autres obligations.

6. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

b) États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits: rapport de situation des États-Unis (WT/DS176/11/Add.23)

7. La Présidente a appelé l'attention des Membres sur le document WT/DS176/11/Add.23 qui contenait le rapport de situation des États-Unis sur la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant l'article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits.

8. La représentante des États-Unis a dit que son pays avait présenté un rapport de situation sur ce différend le 16 septembre 2004, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord. Comme l'indiquait ce rapport, la législation portant modification ou abrogation de l'article 211 était en attente à la fois au Sénat et à la Chambre des Représentants et le Sénat avait tenu des audiences au sujet de cette législation en juillet. L'administration des États-Unis continuerait de collaborer avec le Congrès au sujet de mesures législatives appropriées qui permettraient de régler cette question.

9. Le représentant des Communautés européennes a dit que les États-Unis avaient préconisé l'adoption de règles internationales garantissant pour chaque pays la protection effective et non

discriminatoire des droits de propriété intellectuelle. L'adoption de la Loi de protection sur les marques États-Unis-Cuba était l'occasion pour les États-Unis de montrer l'importance qu'ils accordaient à cet objectif. Cette législation fournirait une protection améliorée et effective des droits de propriété intellectuelle tant à Cuba qu'aux États-Unis. À cette fin, elle abrogerait l'article 211, une mesure législative axée sur des intérêts particuliers, et résoudrait l'affaire à l'examen dans l'intérêt de toutes les parties. Les CE attendaient de l'administration des États-Unis qu'elle soutienne la Loi de protection sur les marques États-Unis-Cuba qui apportait une solution appropriée à ce différend.

10. La représentante de Cuba a dit que la délégation de son pays souhaitait formuler à nouveau les observations concernant l'article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits qui figuraient dans la déclaration faite par Cuba à la réunion du 31 août 2004 de l'ORD. Cette déclaration restait tout à fait valable et pertinente car les États-Unis étaient encore en situation de non-conformité. Cuba était vivement préoccupée de constater que les États-Unis avaient manqué et continuaient de manquer à leurs engagements en ce qui concernait le règlement de ce différend et d'autres différends. La représentante a indiqué qu'il était même maintenant possible d'imposer des mesures de rétorsion sur certains produits des États-Unis en suspendant l'application de concessions parce qu'ils ne s'étaient pas conformés aux recommandations de l'ORD dans l'affaire "États-Unis - Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention". Ces actions, a-t-elle dit de nouveau, portaient atteinte et nuisaient non seulement à la crédibilité des États-Unis en tant que Membre de l'OMC mais aussi à celle de l'OMC elle-même. Les États-Unis avaient indiqué à plusieurs reprises que des projets de lois censés apporter une solution à ce différend attendaient l'approbation du Congrès. En fait, il s'agissait de paroles creuses car la question n'avait toujours pas été réglée jusqu'à présent – même si plus de la moitié du délai de mise en œuvre était écoulée. La délégation cubaine espérait que les États-Unis avaient fait bon usage du temps qui avait passé et qu'ils choisiraient enfin la seule solution qui pouvait justifier la perte d'autant de temps, soit l'abrogation de l'article 211. Cuba a encore une fois rappelé aux États-Unis qu'ils avaient jusqu'en décembre 2004 pour achever la mise en œuvre.

11. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

c) États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: rapport de situation des États-Unis (WT/DS184/15/Add.23)

12. La Présidente a appelé l'attention sur le document WT/DS184/15/Add.23, qui contenait le rapport de situation des États-Unis sur la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant les mesures antidumping appliquées par les États-Unis à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon.

13. La représentante des États-Unis a dit que son pays avait présenté un rapport de situation sur ce différend le 16 septembre 2004, conformément à l'article 21:6 du Mémorandum d'accord. L'administration des États-Unis continuerait de collaborer avec le Congrès au sujet des recommandations et décisions de l'ORD qui n'avaient pas déjà été traitées par les autorités des États-Unis au 23 novembre 2002.

14. Le représentant du Japon a dit que les États-Unis n'avaient pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD en l'espèce même s'il leur avait été accordé beaucoup de temps pour le faire car le délai raisonnable pour la mise en œuvre avait été prorogé à plus de deux reprises. Le Japon était gravement préoccupé par le fait que le Congrès n'avait même pas été saisi, pour examen et adoption, d'un projet de loi portant modification des dispositions législatives pertinentes des États-Unis. Comme le Japon l'avait indiqué à maintes reprises, une inobservation aussi prolongée, sans parler d'une telle inaction, compromettait gravement la crédibilité du système de règlement des différends de l'OMC. À la réunion de l'ORD tenue le 31 août, il avait été convenu que

le délai raisonnable dans la procédure à l'examen serait prorogé jusqu'au 31 juillet 2005. Espérant qu'ils respecteraient leur engagement, le Japon demandait instamment aux États-Unis de prendre sans délai les mesures législatives nécessaires pour apporter une solution définitive à ce différend. Le Japon tenait à rappeler aux États-Unis qu'il avait le droit au recours prévu au Mémoire d'accord s'ils ne procédaient pas à une mise en œuvre véritable durant ce nouveau délai.

15. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

d) États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention: rapport de situation des États-Unis (WT/DS217/16/Add.8-WT/DS234/24/Add.8)

16. La Présidente a appelé l'attention des Membres sur le document WT/DS217/16/Add.8-WT/DS234/24/Add.8, qui contenait le rapport de situation des États-Unis sur la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire portant sur la Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention.

17. La représentante des États-Unis a dit que son pays avait présenté un rapport de situation le 16 septembre 2004, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord. Comme il était noté dans le rapport, le 19 juin 2003, le texte de loi visant à rendre la Loi sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention (CDSOA) compatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'OMC avait été présenté au Sénat (S. 1299). Le 10 mars 2004, le texte de loi abrogeant la CDSOA avait été présenté à la Chambre des Représentants (H.R. 3933). En outre, le 2 février 2004, l'administration des États-Unis avait, une fois encore, proposé l'abrogation de cette loi dans ses prévisions budgétaires pour l'exercice financier 2005. L'administration des États-Unis continuerait de collaborer avec le Congrès pour progresser encore dans la recherche d'une solution à ces différends avec les parties plaignantes.

18. Le représentant des Communautés européennes a dit qu'en août 2004 les arbitres de l'OMC avaient reconnu que les États-Unis avaient annulé ou compromis les avantages des autres Membres de l'OMC en maintenant la CDSOA. Les CE tenaient d'abord à remercier les arbitres et le Secrétariat pour le temps et les efforts qu'ils avaient consacrés à cet arbitrage complexe. Les CE regrettaient que les arbitres aient rejeté la méthode de détermination du niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages proposée par les parties requérantes et aient plutôt décidé de recourir aux "effets sur le commerce" de la mesure mais elles se félicitaient du fait que les arbitres aient reconnu l'existence d'un effet défavorable direct sur le commerce s'élevant à 72 pour cent du niveau des versements. Il n'existait pas de définition ferme de l'annulation ou de la réduction d'avantages. Les arbitres avaient reconnu eux-mêmes que l'annulation ou la réduction d'avantages et la suspension de concessions ou d'obligations étaient des concepts complexes et controversés. Les CE étaient toujours convaincues que l'avantage le plus important conféré par l'OMC était le maintien d'un équilibre approprié de droits et d'obligations. En violant les règles de l'OMC, la CDSOA perturbait cet équilibre et annulait ou compromettait cet avantage fondamental de l'OMC. Pour "évaluer" cette annulation, on pouvait recourir aux versements effectués à la branche de production des États-Unis dans la mesure où il s'agissait des mesures économiques les plus directes et les plus immédiates de la CDSOA. Les CE se félicitaient néanmoins du fait que les arbitres aient rejeté l'argument des États-Unis selon lequel la CDSOA n'avait causé aucun effet défavorable. Les CE se félicitaient également d'autres aspects de la sentence arbitrale de l'OMC qui étaient des plus utiles pour l'efficacité du règlement des différends. Premièrement, même si les arbitres avaient fondé leur décision sur les effets sur le commerce de la CDSOA, ils avaient expressément rejeté la position des États-Unis selon laquelle "l'annulation ou la réduction des avantages doit être limitée dans tous les cas à la perte directe en termes de commerce résultant de la violation". Il semblait s'agir là d'une confirmation bienvenue de la sentence arbitrale rendue dans le différend concernant la Loi antidumping de 1916 dans laquelle il avait été reconnu pour la première fois que les avantages conférés par le GATT et les Accords de l'OMC sur le

commerce des marchandises ne se limitaient pas aux avantages commerciaux mais qu'il convenait de tenir compte des "effets économiques".

19. Deuxièmement, la sentence avait également confirmé qu'il n'était pas nécessaire d'établir une fois pour toutes le niveau de suspension. Avec une mesure comme la CDSOA, le niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages pouvait effectivement varier avec le temps. Par suite de la sentence, les CE et sept autres Membres de l'OMC pouvaient maintenant demander et obtenir l'autorisation de l'ORD de suspendre l'application de concessions tarifaires ou d'autres obligations à l'égard des États-Unis. Les CE avaient toujours considéré que la suspension de concessions ou d'obligations était une solution de dernier recours. Elles espéraient sincèrement que cette décision aiderait à cristalliser les esprits sur la résolution de ce différend sans qu'il soit nécessaire d'imposer de mesures de rétorsion. Toutefois, les CE exerceraient leurs droits si les États-Unis ne se mettaient pas en conformité dans un court laps de temps. Le représentant des CE a fait remarquer que les États-Unis avaient eu onze mois pour se conformer à la décision de l'ORD et neuf mois s'étaient écoulés depuis l'expiration du délai de mise en œuvre. Aucune mesure importante n'avait pourtant été prise et le rapport de situation présenté par les États-Unis au cours du mois en cours ne montrait toujours aucun progrès dans la mise en œuvre. Les CE demandaient instamment à l'administration des États-Unis de faire comprendre au Congrès l'importance pour la crédibilité des États-Unis à l'OMC de respecter sans plus attendre les droits des autres Membres.

20. Le représentant du Canada a dit que son pays, une fois encore, prenait note du rapport de situation des États-Unis et du fait que ce pays ne se conformait toujours pas à ses obligations dans le cadre de l'OMC en ce qui concernait l'amendement Byrd. Le 31 août, les arbitres de l'OMC avaient rendu une décision favorable concernant le niveau de rétorsion que le Canada et sept autres Membres de l'OMC pouvaient imposer aux États-Unis pour ne pas avoir abrogé l'amendement Byrd. En dépit des décisions de l'OMC, des appels lancés par la communauté internationale demandant l'abrogation de l'amendement Byrd et des conclusions du rapport du Bureau du budget du Congrès à ce sujet, les États-Unis continuaient de violer leurs obligations dans le cadre de l'OMC en n'abrogeant pas la mesure. Le Canada prendrait les mesures nécessaires pour préserver et défendre ses intérêts. Il demandait de nouveau aux États-Unis de mettre fin à ce différend et d'abroger l'amendement Byrd.

21. Le représentant du Chili a dit que c'était la cinquième fois que les États-Unis présentaient un rapport de situation qui ne montrait aucune progression vers la mise en conformité avec les recommandations de l'ORD dans ce différend. De plus, le Chili constatait avec préoccupation que certains membres du Congrès avaient choisi d'ignorer les décisions de l'OMC et encourageaient l'administration des États-Unis à poursuivre, par d'autres voies, une pratique qui avait déjà été déclarée illégale. Le Chili a de nouveau exhorté l'administration des États-Unis à intensifier ses contacts avec le Congrès afin que la CDSOA soit abrogée dès que possible au cours des quelques semaines de travail qui restaient avant que tous les projets de lois, y compris ceux qui étaient mentionnés dans le rapport, ne deviennent caducs.

22. Le Chili tenait également, à la réunion en cours, à formuler des observations sur la décision des arbitres qui avait été distribuée récemment et dans laquelle, en dépit des allégations des États-Unis, il avait été déterminé que l'amendement Byrd annulait ou réduisait les avantages du Chili. La décision avait ainsi confirmé le droit du Chili de suspendre des concessions ou d'autres obligations pour un montant très proche de celui qu'avait initialement demandé le Chili. Le Chili souhaitait remercier les arbitres et le Secrétariat pour le rapport et en souligner plusieurs éléments en raison de leur importance en l'espèce et parce qu'ils avaient établi un précédent pour de futurs différends. Premièrement, le rapport avait réaffirmé que la violation d'une obligation dans le cadre de l'OMC ne causait pas nécessairement de dommage et que l'analyse des effets d'une telle violation ou incompatibilité n'incombait pas au Groupe spécial ou à l'Organe d'appel mais à l'arbitre. Deuxièmement, l'arbitre n'avait pas souscrit à la totalité du point de vue du Chili mais il avait essentiellement accepté les paramètres proposés par le Chili, à savoir que les versements ou

"versements de compensation" constituaient une base appropriée et objective pour déterminer les effets sur le commerce de l'amendement Byrd et aussi que ces effets devaient être calculés sur la base des droits appliqués aux produits provenant de chaque pays et non pas en relation avec les exportations en provenance d'autres Membres de l'OMC. Troisièmement, il était indiqué dans le rapport que le niveau de dommage pouvait changer avec le temps, ce qui signifiait qu'il en était de même des sanctions commerciales, pour autant que l'équivalence entre l'une et l'autre soit maintenue. Enfin, l'arbitre avait affirmé que "l'incitation à la mise en conformité" n'était pas le seul but de la suspension de concessions. Le Chili était d'accord avec cette affirmation car, si l'opposé était vrai, le fait de mettre l'accent sur la mise en conformité pourrait mettre en péril le principe fondamental voulant qu'il devait y avoir équivalence entre la sanction appliquée et le dommage causé par la mesure. Le Chili espérait que la décision inciterait le Congrès à approuver sans délai l'abrogation de l'amendement Byrd afin qu'il soit inutile que le Chili fasse valoir le droit qui avait été confirmé dans la décision de l'arbitre rendue le 31 août 2004.

23. Le représentant du Brésil a dit que son pays se félicitait de la sentence arbitrale qui avait confirmé clairement l'illégalité de l'amendement Byrd et de ses versements. La sentence avait donc donné le droit au Brésil de suspendre, à l'égard des États-Unis, l'application de concessions ou d'autres obligations à hauteur d'un montant s'élevant à 72 pour cent des versements effectués au titre de la CDSOA et se rapportant aux droits antidumping et aux droits compensateurs acquittés pour les importations provenant du Brésil. Il convenait de noter que les arbitres avaient constaté que 72 pour cent des versements avaient causé l'annulation ou la réduction d'avantages mais que l'Organe d'appel avait constaté que tous les versements étaient incompatibles avec les accords et qu'ils étaient en conséquence toujours illégaux. Les États-Unis étaient donc toujours tenus, s'ils devaient respecter les règles multilatérales, d'ajuster ou d'abroger la mesure illégale. La CDSOA avait été décrite comme une "double frappe" destinée à fournir une mesure corrective additionnelle, et manifestement illégale, en matière de dumping et de subvention. Elle avait été conçue dans le but d'aider les sociétés américaines aux dépens de leurs concurrentes étrangères. L'amendement Byrd faussait les conditions de concurrence en faveur des sociétés américaines et favorisait la prolifération d'enquêtes dans le domaine des mesures commerciales correctives, puisque les sociétés étaient attirées non seulement par la protection que procuraient les droits antidumping ou compensateurs, mais aussi par les gratifications pécuniaires auxquelles elles avaient ainsi droit. Cet état de choses avait déjà été démontré à plusieurs reprises, comme en faisaient foi les enquêtes antidumping en cours contre l'importation de crevettes provenant de plusieurs pays dont les médias internationaux faisaient largement état.

24. Pour ce qui était du fond de la sentence, le Brésil a fait remarqué que les arbitres s'étaient abstenus d'appliquer la notion d'"incitation à la mise en conformité" parce qu'il n'y était "fait expressément référence dans aucune partie du Mémoire d'accord", mais qu'ils avaient décidé d'appliquer la norme de l'"effet sur le commerce" qui ne figurait pas non plus dans les accords. Le Brésil a également rappelé que cette approche de l'"effet sur le commerce", demandée par le Brésil, n'avait pas été acceptée dans des arbitrages précédents auxquels il avait participé. Cela dit, comme d'autres parties requérantes, le Brésil se félicitait de ce que les arbitres n'avaient pas partagé l'opinion des États-Unis selon laquelle "l'annulation ou la réduction des avantages doit être limitée dans tous les cas à la perte directe en termes de commerce résultant de la violation" (paragraphe 3.70). Le Brésil se félicitait également de la constatation selon laquelle il était justifié dans l'affaire à l'examen d'autoriser un niveau variable d'annulation ou de réduction d'avantages et, par conséquent, un niveau variable de suspension des concessions et d'autres obligations. Le montant des versements étant susceptible d'augmenter dans les années à venir, comme les arbitres l'avaient eux-mêmes reconnu (paragraphe 4.25), ces ajustements annuels pourraient avoir pour effet d'inciter les États-Unis à se conformer. Il était permis de penser, si cela était une préoccupation, qu'un niveau d'annulation ou de réduction d'avantages de 100 pour cent des versements aurait également permis d'atteindre ce but. Le Brésil reconnaissait toutefois que l'affaire à l'examen soulevait des questions difficiles et nécessitait un raisonnement bien conçu. Le Brésil a remercié les arbitres et le Secrétariat pour leur dévouement

et les efforts qu'ils avaient déployés dans cette tâche. Toutefois, il tenait à souligner une question de procédure concernant cet arbitrage qui soulevait des préoccupations systémiques. La réunion d'organisation avait eu lieu le 13 février 2004 et il avait été prévu que la sentence serait rendue le 2 juin. La sentence avait finalement été rendue le 31 août, plus de six mois après la réunion d'organisation, ce qui était probablement une première. Même s'il était admis que l'article 22:6 du Mémoire d'accord et le délai qu'il prévoyait pour les arbitrages n'étaient pas conçus de façon tout à fait satisfaisante, on était au moins en droit de s'attendre de la part des arbitres à une "certaine" adhésion aux délais précisés dans les règles. Cet article semblait reposer sur le principe selon lequel les arbitres devraient adopter des méthodes adaptées au délai; après tout, le délai d'arbitrage était une disposition négociée du Mémoire d'accord et, à ce titre, devrait constituer une indication claire du degré de complexité que pouvaient comporter les méthodes. Si ce principe était modifié dans la pratique et les affaires concrètes et, par exemple, l'utilisation de modèles économiques en tant qu'instrument d'analyse devenait plus fréquente, les Membres devraient alors agir en conséquence et répondre de façon appropriée à cette nouvelle situation, sinon les futurs arbitrages auraient tendance à être de plus en plus longs et leurs résultats pas toujours satisfaisants. Enfin, le Brésil attendait des États-Unis qu'ils respectent leurs obligations multilatérales à l'égard des autres Membres de l'OMC et ajustent ou abrogent sans délai l'amendement Byrd. Compte tenu du nombre de pays qui étaient touchés par cette mesure illégale et qui pourraient l'être à l'avenir, les Membres de l'OMC, et non pas seulement les plaignants dans ce différend, devraient s'inquiéter de l'absence de mise en œuvre de la part des États-Unis.

25. Le représentant de Hong Kong, Chine a dit que son pays continuait de s'intéresser de très près à cette affaire en raison de ses implications systémiques. Hong Kong, Chine avait participé au différend en tant que tierce partie au stade du Groupe spécial et en tant que participant tiers au stade de l'Organe d'appel. Hong Kong, Chine notait que le rapport de situation des États-Unis faisait état de certains efforts visant à mettre en œuvre les recommandations de l'ORD mais ces efforts s'étaient avérés très insuffisants. Hong Kong, Chine regrettait qu'aucun progrès concret n'ait été accompli à ce jour. L'arbitre avait maintenant accordé aux parties plaignantes l'autorisation de prendre des mesures de rétorsion mais Hong Kong, Chine continuait de penser que la suspension de concessions et d'autres obligations n'était qu'un pis-aller temporaire pour inciter à la mise en conformité. Hong Kong, Chine demandait instamment aux États-Unis d'agir avec diligence pour mettre sans délai leur législation en conformité avec les obligations qui leur incombaient dans le cadre de l'OMC.

26. Le représentant de la Corée a dit que son pays avait pris note du rapport de situation des États-Unis. La Corée était encore une fois déçue de constater que le rapport de situation des États-Unis ne faisait état d'aucun progrès dans la mise en œuvre. Fait nouveau important depuis la réunion précédente de l'ORD, il avait été constaté dans la sentence arbitrale que la CDSOA et ses versements causaient un préjudice grave aux intérêts commerciaux d'autres Membres, ce qui avait ouvert la voie à la suspension de concessions. La Corée se félicitait de la sentence rendue en août et remerciait les arbitres et le Secrétariat d'avoir travaillé d'arrache-pied pour aider à résoudre ce différend. Par ailleurs, la Corée partageait les regrets exprimés par d'autres parties requérantes à la réunion en cours concernant certaines constatations et conclusions des arbitres, dont notamment le rejet de l'argument bien fondé des parties requérantes selon lequel l'annulation et la réduction d'avantages devraient être évaluées du point de vue de l'équilibre des droits et des obligations des Membres plutôt qu'en ayant recours au critère traditionnel des effets sur le commerce, ce qui sous-estimait le niveau de l'annulation et de la réduction des avantages. Maintenant que la sentence arbitrale était en vigueur, la Corée pouvait demander à l'ORD d'autoriser la suspension de concessions à hauteur du niveau de l'annulation et de la réduction des avantages précisée dans la sentence. La Corée espérait vivement que les États-Unis mettraient rapidement en œuvre les décisions de l'ORD de façon à rendre toute rétorsion inutile. Si les États-Unis devaient ne pas se conformer, la Corée considérerait toutes les options se présentant à elle, y compris la possibilité d'exercer ses droits au titre de l'article 22:7 du Mémoire d'accord.

27. Le représentant du Japon a dit que son pays tenait à s'associer aux autres parties plaignantes pour remercier les arbitres et le Secrétariat du travail qu'ils avaient accompli durant les procédures relatives à cette affaire. Les arbitres avaient indiqué clairement que le fait pour un Membre de continuer de ne pas se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD devait entraîner des conséquences réelles – sous la forme de mesures de rétorsion – pour ce Membre. Les arbitres avaient également rejeté la prétention des États-Unis qui avaient fait valoir qu'étant donné que la CDSOA avait été jugée illégale en soi, l'application de la CDSOA, à savoir les versements de compensation en tant que tels, ne relevait pas du mandat et ne devrait pas être examinée par les arbitres. Les arbitres avaient conclu à juste titre qu'"un niveau variable d'annulation ou de réduction des avantages et, par conséquent, un niveau variable de suspension" seraient justifiés. Cela dit, le Japon était très réservé quant à certains aspects de l'analyse juridique et des méthodes adoptées par les arbitres. À la réunion en cours, la délégation japonaise souhaitait revenir sur un certain nombre de questions, sans préjudice de son droit de formuler des observations supplémentaires sur la décision des arbitres.

28. Premièrement, les arbitres n'avaient pas compris les arguments des parties requérantes concernant les concepts de l'annulation ou de la réduction d'avantages et avaient indiqué qu'ils confondaient une violation avec son résultat, à savoir l'annulation ou la réduction, ou les droits avec les avantages. Cela n'était pas le cas car les parties requérantes avaient soutenu que les notions d'annulation ou de réduction ainsi que celle des avantages étaient larges et extensives et ne devraient pas être interprétées exclusivement du point de vue des effets sur le commerce. Comme les CE l'avaient indiqué, la notion d'"avantages" était une attente légitime en vertu de laquelle tous les Membres devaient respecter leur obligation de façon qu'un équilibre approprié entre les droits et les obligations énoncés dans les accords visés soit maintenu, ainsi que le prévoyait l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC. Toute mesure illégale avait des "effets défavorables" sur ce même équilibre des droits et des obligations dont il était constaté qu'ils avaient été violés aux termes de l'Accord sur l'OMC, ou le perturbait. La nature de la mesure illégale en question et les droits et obligations violés par cette mesure devaient donc constituer le point de départ essentiel et devaient être examinés attentivement pour déterminer le niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages dans chaque cas.

29. La seule raison pour laquelle les arbitres avaient décidé d'appliquer l'approche fondée sur l'effet sur le commerce dans cette affaire était que cette approche "a été régulièrement appliquée dans d'autres arbitrages au titre de l'article 22:6 et semble généralement admise par les Membres comme constituant une application correcte de l'article 22 du Mémorandum d'accord" même si l'arbitre avait reconnu que cette approche n'avait aucun fondement textuel et que les décisions arbitrales précédentes "ne constituent pas des précédents contraignants". Le Japon avait pris note de l'avis de l'arbitre selon lequel il convenait de tenir compte, selon le cas, du raisonnement et des constatations figurant dans les décisions arbitrales précédentes au titre de l'article 22:6, mais il ne fallait pas pour autant les accepter aveuglément. On devait garder à l'esprit que chaque affaire était distincte quant aux circonstances, à la nature des mesures en question et aux droits et obligations qui étaient violés. Les arbitres étaient convenus que l'analyse des effets des mesures illégales ne devrait pas se limiter à l'"effet direct sur le commerce" ou aux "pertes en termes de commerce" et que "la notion plus large d'incidence économique" pourrait être justifiée selon la nature des mesures en question mais ils semblaient conclure qu'étant donné que les versements de compensation de la CDSOA "fonctionnent ... comme des subventions qui peuvent entraîner une production de substitution des importations", l'annulation ou la réduction des avantages dans la présente affaire pouvait être mesurée en fonction de l'effet sur le commerce ou des pertes en termes de commerce (paragraphe 3.41). Cela dit, il fallait souligner qu'il avait été constaté que la CDSOA était illégale non pas parce qu'elle fonctionnait comme une subvention mais parce qu'elle constituait une "mesure particulière contre le dumping ou une subvention" qui n'était pas autorisée par les accords visés. Encore une fois, selon le Japon, le niveau de l'annulation ou de la réduction d'avantages ou l'étendue de l'incidence défavorable de la mesure constitutive d'une violation sur l'équilibre approprié des droits et des obligations énoncés dans les accords visés devait être déterminé au cas par cas par le résultat quantifiable de la mesure illégale, à la

lumière de la nature de la mesure, des droits et des obligations qui étaient violés et des constatations de l'ORD. Dans l'affaire à l'examen, les arbitres avaient admis que "la notion plus large d'effet économique était plus appropriée" car l'application de la Loi "ne restreignait pas automatiquement les échanges". Cela dit, ils n'avaient pas examiné les arguments du Japon selon lesquels le versement effectué au titre de la CDSOA était une conséquence ou un résultat économique direct de la CDSOA.

30. Deuxièmement, le Japon était préoccupé par l'utilisation de modèles économiques par les arbitres afin de calculer le niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages dans des affaires comme celle qui était à l'examen. Le Japon tenait à se réserver le droit de formuler des observations sur cette question aux futures réunions de l'ORD. La sentence avait maintenant été rendue et toutes les parties à la procédure étaient liées par elle. Les parties requérantes pouvaient exercer leurs droits de rétorsion en tout temps si elles jugeaient qu'il convenait de le faire, conformément à la sentence et aux prescriptions des règles applicables de l'OMC. Le Japon demandait instamment aux États-Unis de prendre la décision des arbitres au sérieux et d'agir immédiatement en vue d'abroger la CDSOA.

31. Le représentant de l'Inde a dit que son pays avait écouté attentivement le rapport de situation présenté par les États-Unis à la réunion en cours et avait noté avec un profond regret que, comme dans les dernières réunions de l'ORD, il n'avait été fait état d'aucun progrès. Dans l'intervalle, les arbitres avaient rendu une sentence dans le cadre de la procédure d'arbitrage prévue à l'article 22:6. L'Inde tenait à remercier les arbitres et le Secrétariat pour le temps et les efforts qu'ils avaient consacrés à cet arbitrage. Il était regrettable que les arbitres n'aient pas adopté entièrement l'approche proposée par les parties requérantes pour déterminer le niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages même s'il s'agissait en l'espèce de l'approche la plus logique. Le recours aux effets sur le commerce de la CDSOA paraissait non seulement injustifié en l'espèce, pour les raisons mentionnées dans les arguments présentés par l'Inde durant la procédure d'arbitrage, mais il rendrait également une telle procédure très compliquée, en particulier pour les pays en développement, ce qui portait atteinte aux droits qui leur étaient conférés par le Mémoire d'accord. Cela dit, l'arbitre avait au moins déterminé qu'un effet défavorable direct sur le commerce s'élevait à 72 pour cent du niveau des versements constituait le niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages. L'Inde estimait que les arbitres futurs reconnaîtraient que dans l'affaire à l'examen les arbitres avaient rejeté la position des États-Unis selon laquelle l'annulation ou la réduction des avantages devait être limitée dans tous les cas à la perte directe en termes de commerce résultant de la violation. Par suite de la sentence, l'Inde pouvait maintenant demander à l'ORD de l'autoriser à suspendre des concessions ou d'autres obligations. L'Inde a demandé aux États-Unis d'abroger la CDSOA sans plus attendre car la mise en conformité restait la meilleure option pour elle.

32. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

2. États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada

a) Mise en œuvre des recommandations de l'ORD

33. La Présidente a rappelé que, conformément aux dispositions du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, l'ORD était chargé de surveiller la mise en œuvre des recommandations et décisions qu'il avait adoptées pour que les différends soient résolus efficacement dans l'intérêt de tous les Membres. À cet égard, l'article 21:3 du Mémoire d'accord disposait que, dans les 30 jours suivant la date d'adoption du rapport du Groupe spécial ou de l'Organe d'appel, le Membre concerné devait informer l'ORD de ses intentions au sujet de la mise en œuvre des recommandations et décisions de ce dernier. La Présidente a rappelé qu'à sa réunion du 31 août 2004 l'ORD avait adopté le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire "États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada" et le rapport du Groupe

spécial sur la même affaire, tel qu'il avait été modifié par le rapport de l'Organe d'appel. La Présidente a invité les États-Unis à informer l'ORD de leurs intentions au sujet de la mise en œuvre des recommandations de ce dernier.

34. La représentante des États-Unis a dit que son pays comptait mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD de façon à respecter les obligations qu'il avait contractées à l'OMC et qu'il avait commencé à analyser les options offertes à cet égard. Les États-Unis auraient besoin d'un délai raisonnable pour la mise en œuvre et étaient prêts à avoir des consultations avec le Canada à ce sujet.

35. Le représentant du Canada a dit qu'à sa réunion du 31 août 2004 l'ORD avait adopté les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire "États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada". Dans son rapport, l'Organe d'appel avait constaté que les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping en déterminant l'existence de marges de dumping sur la base de leur méthode de la "réduction à zéro". Par conséquent, l'ORD avait recommandé que les États-Unis rendent leurs mesures conformes aux obligations qui leur incombaient en vertu de l'Accord antidumping. Le Canada était heureux de constater que les États-Unis avaient indiqué qu'ils avaient l'intention de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. Son objectif était de s'entendre avec les États-Unis sur un délai raisonnable, et il espérait pouvoir discuter en détail des intentions des États-Unis très prochainement.

36. Le représentant des Communautés européennes a dit que les CE tenaient à inviter encore une fois les États-Unis à bien tenir compte des enjeux plus vastes de cette décision importante. Les constatations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel portaient uniquement sur la mesure relative aux bois d'œuvre résineux mais il ne faisait aucun doute que la pratique des États-Unis de la réduction à zéro était fondamentalement incompatible avec les règles de l'OMC. Il convenait que les États-Unis fassent ce que les CE avaient fait après la décision sur les mesures des CE dans l'affaire concernant le linge de lit et abolissent la pratique de la "réduction à zéro" dès que possible.

37. L'ORD a pris note des déclarations et des informations données par les États-Unis sur leurs intentions concernant la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans la présente affaire.

3. Corée – Droits antidumping sur les importations de certains papiers en provenance d'Indonésie

a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Indonésie (WT/DS312/2)

38. La Présidente a rappelé que l'ORD avait examiné cette question à sa réunion du 31 août 2004 et était convenu d'y revenir. Elle a appelé l'attention des Membres sur la communication de l'Indonésie figurant dans le document WT/DS312/2.

39. Le représentant de l'Indonésie a dit qu'à la réunion de l'ORD tenue le 31 août 2004 l'Indonésie avait présenté sa première demande d'établissement d'un groupe spécial chargé d'examiner les droits antidumping imposés par la Corée sur les importations de "business information paper" et de papier d'imprimerie sans bois non couché en provenance d'Indonésie. Depuis cette réunion, l'Indonésie et la Corée n'avaient pu arriver à une solution convenue d'un commun accord pour régler ce différend. En conséquence, l'Indonésie demandait à l'ORD d'établir un groupe spécial chargé d'examiner la question énoncée dans le document WT/DS312/2. L'Indonésie estimait que l'imposition de droits antidumping définitifs était incompatible avec les obligations de la Corée au titre de l'article VI du GATT de 1994 et de plusieurs dispositions de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994. De plus, l'imposition de ces droits faisait obstacle aux efforts de l'Indonésie pour promouvoir ses exportations à un stade crucial de son développement. La Corée avait imposé ces droits antidumping

en novembre 2003. Depuis, les exportations de papier de l'Indonésie vers la Corée avaient été fortement affectées. Il était donc particulièrement important pour l'Indonésie que le Groupe spécial ait achevé ses travaux dans le délai de six mois prévu par l'article 12:8 du Mémoire d'accord. Afin de faciliter les travaux du Groupe spécial, l'Indonésie présenterait sa première communication le plus tôt possible. L'Indonésie souhaitait vivement que cette question soit résolue sans retard.

40. Le représentant de la Corée a dit que la Corée était consciente du fait qu'un groupe spécial serait établi à la réunion en cours, conformément à l'article 6:1 du Mémoire d'accord, parce que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Indonésie était inscrite à l'ordre du jour pour la deuxième fois. La Corée jugeait toujours qu'il était inapproprié et prématuré que l'Indonésie fasse valoir ses droits en demandant l'établissement d'un groupe spécial mais elle ne souhaitait pas répéter la déclaration détaillée qu'elle avait présentée à la réunion précédente de l'ORD. Elle estimait que les mesures antidumping qu'elle appliquait à certains papiers en provenance d'Indonésie étaient pleinement compatibles avec les règles de l'OMC et elle défendrait vigoureusement sa position au cours de la procédure de groupe spécial.

41. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu d'établir, conformément aux dispositions de l'article 6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, un groupe spécial doté du mandat type.

42. Les représentants de la Chine, des Communautés européennes et des États-Unis ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial.

4. États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés Européennes

a) Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends: demande d'établissement d'un groupe spécial (WT/DS212/15)

43. La Présidente a appelé l'attention des Membres sur la communication des Communautés européennes portant la cote WT/DS212/15.

44. Le représentant des Communautés européennes a dit que tous les Membres étaient au courant des circonstances de l'affaire à l'examen et qu'il n'était donc pas nécessaire d'entrer dans les détails à la réunion en cours. Il tenait seulement à souligner que cette affaire concernait la question de la mise en œuvre correcte par les États-Unis des obligations qui leur incombent par suite des décisions et recommandations adoptées par l'ORD le 8 janvier 2003. Contrairement aux assurances qu'ils avaient données à l'ORD à sa réunion du 27 janvier 2003 et en dépit du temps dont ils avaient disposé, les États-Unis n'avaient pris aucune mesure en vue d'une mise en œuvre correcte, en particulier en ce qui concernait les trois mesures mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE. Les efforts répétés des CE pour parvenir à une solution satisfaisante n'avaient donné aucun résultat. Les pratiques des États-Unis dans les cas particuliers mentionnés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial étaient toujours contraires aux règles de l'OMC et aux obligations incombant aux États-Unis par suite des décisions et recommandations pertinentes de l'ORD. En fait et s'agissant des trois cas mentionnés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, les États-Unis n'avaient pas dûment examiné si un subventionnement existait ou subsistait, ou s'il était probable qu'il se reproduirait, ou n'avaient pas du tout examiné la nature des privatisations en question et leur incidence sur le maintien du subventionnement allégué. En conclusion, les États-Unis n'avaient pas mis en œuvre correctement les recommandations de l'ORD. Les consultations n'avaient pas permis de résoudre la question. Dans ces circonstances, les CE n'avaient d'autre choix que de demander l'établissement d'un groupe spécial de l'exécution, dans l'espoir que cette décision résoudrait une fois pour toutes ce différend de longue date.

45. La représentante des États-Unis a dit que son pays regrettait la décision des CE de demander l'établissement d'un groupe spécial parce qu'il avait pleinement mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend. L'ORD avait constaté que l'application par le Département du commerce de sa méthode en matière de privatisation dans 12 déterminations différentes en matière de droits compensateurs était incompatible avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC. Les États-Unis avaient établi des déterminations révisées dans chacune de ces 12 affaires. Il était important de noter que les CE contestaient uniquement trois de ces déterminations. Chacune de ces trois déterminations avait trait à des réexamens à l'extinction. Dans un réexamen à l'extinction, les autorités étaient chargées de déterminer s'il était probable que le subventionnement subsisterait ou se reproduirait en cas de suppression du droit compensateur définitif. Dans deux des réexamens en question, la privatisation n'était même pas un facteur dans les déterminations, qui étaient fondées sur l'existence de subventions postérieures à la privatisation. En fait le Département du commerce avait présumé que toutes les subventions antérieures à la privatisation avaient été résorbées. Dans le troisième réexamen à l'extinction, les faits montraient clairement que l'opération de privatisation en question n'avait pas eu lieu dans des conditions de pleine concurrence ou à la juste valeur marchande en ce qui concernait certains aspects. Le Département du commerce avait donc dûment conclu - conformément aux constatations de l'ORD - que l'opération de privatisation n'avait pas résorbé les subventions en question quant à ces aspects. En résumé, les États-Unis avaient l'intention de défendre vigoureusement les déterminations contestées.

46. Le représentant du Brésil a dit que la délégation de son pays souhaitait faire une déclaration concernant la mise en œuvre par les États-Unis du rapport du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire "Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des CE". En tant que tierce partie dans la procédure et de pays visé par les décisions prises par les États-Unis en matière de droits compensateurs dans les cas où la privatisation était une question centrale, le Brésil surveillait de très près la mise en œuvre par les États-Unis de ce rapport de l'Organe d'appel. Le Brésil avait également l'intention de suivre de très près les travaux du nouveau groupe spécial de l'exécution dont les CE avaient demandé l'établissement. Dans l'affaire initiale, la conclusion la plus importante de l'Organe d'appel avait été que l'Accord SMC établissait une présomption réfutable en vertu de laquelle une privatisation effectuée dans des conditions de pleine concurrence ou à la juste valeur marchande résorberait l'avantage de toute subvention antérieure. L'effet d'une telle privatisation était d'imputer à l'autorité administrative la charge de la preuve qu'un avantage subsistait après la privatisation. À défaut d'une telle preuve, une vente dans des conditions de pleine concurrence à la juste valeur marchande était suffisante pour mener nécessairement à la conclusion que l'avantage était résorbé et que les droits compensateurs devaient être supprimés.¹

47. S'agissant des recommandations, on avait demandé aux États-Unis de rendre leurs pratiques - pratiques en vertu desquelles on ne cherchait que rarement, voire jamais, à savoir si un avantage subsistait après la privatisation - conformes à l'Accord de l'OMC.² En juin 2003, le Département du commerce des États-Unis avait publié un Avis de modification finale de la pratique administrative en vue de rendre sa méthode en matière privatisation conforme aux obligations des États-Unis dans le cadre de l'Accord.³ En vertu de la nouvelle formulation du Département, la "présomption de base" était que des subventions non récurrentes pouvaient conférer un avantage au bénéficiaire pendant une

¹ États-Unis – Mesures concernant certains produits en provenance des CE, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS212/ABR, 9 décembre 2002, paragraphes 126 et 127.

² *Idem*, paragraphe 162.

³ Avis de modification finale de la pratique administrative conformément à l'article 123 de la Loi sur l'Accord du Cycle d'Uruguay et Sollicitation des observations du public, 68 Fed. Reg., page 37125 (23 juin 2003) (ci-après dénommé "Règle finale").

certaine période qui correspondait normalement à la durée utile moyenne de ses actifs. Cette présomption pouvait toutefois être réfutée s'il était démontré qu'il y avait eu une privatisation dans le cadre de laquelle l'État avait vendu la totalité ou l'essentiel de ses parts dans l'entreprise ou de ses actifs, ne conservant aucun contrôle de l'entreprise ou de ses actifs, et que la vente avait été effectuée dans des conditions de pleine concurrence à la juste valeur marchande.⁴ En plus de la preuve de ventes servant de "points de repère", le Département avait indiqué qu'il tiendrait compte d'une liste non exhaustive de facteurs dits de "maximisation des bénéfices" pour prendre une décision sur la question de savoir si la privatisation avait été opérée à la juste valeur marchande. Le Département avait également indiqué qu'il étudierait d'autres facteurs de "distorsion des marchés" qui pourraient faire en sorte qu'une privatisation opérée dans des conditions de pleine concurrence à la juste valeur marchande n'ait pas eu pour effet de résorber un avantage découlant de subventions antérieures.⁵ Par suite de l'application de sa nouvelle pratique, le Département avait constaté qu'une privatisation opérée dans des conditions de pleine concurrence à la juste valeur marchande avait résorbé tout avantage découlant de subventions antérieures dans neuf des 12 affaires à l'examen en matière de droits compensateurs. Le Brésil continuait quand même de nourrir certaines craintes en raison des résultats précaires qui avaient été obtenus dans certaines de ces affaires en vertu de la nouvelle pratique. En effet, en dépit de preuves écrasantes du fait que les opérations qui avaient fait l'objet de l'enquête étaient axées sur le marché et les bénéfices, le Département avait recueilli ce qui, selon le Brésil, était des éléments de fait mineurs, voire sans importance, pour trouver des problèmes. À titre d'exemple, dans certaines des affaires de privatisation italiennes, le Département avait fait état de la "perception" d'un des soumissionnaires selon laquelle le processus attachait de l'importance à la présence de soumissionnaires italiens. En dépit de tous les autres aspects favorables du processus, le Département s'était ainsi trouvé devant un "tableau mitigé".⁶ Dans l'ensemble, on ne pouvait que conclure que les résultats étaient loin d'être certains dans quelques-unes des affaires. Le Brésil espérait que l'approche du Département ne reflétait pas une lecture trop zélée du rapport de l'Organe d'appel et il restait légitimement sceptique. Par ailleurs, le Brésil estimait que la mise en œuvre par les États-Unis serait mieux évaluée à l'avenir, lorsque l'examen attentif des Membres ne serait pas aussi intense que dans les 12 affaires qui faisaient l'objet de procédures de règlement des différends.

48. Une autre question devait être abordée et il s'agissait des trois autres affaires dans lesquelles le Département n'avait pas examiné l'opération de privatisation. Ces affaires étaient des réexamens à l'extinction et concernaient plusieurs parties dans chaque pays ou d'autres types de subventions. Se fondant sur son interprétation du droit des États-Unis et de l'historique de la législation, le Département avait déterminé que s'il était constaté qu'un avantage était susceptible de subsister ou de se reproduire quant à certaines parties ou certains programmes, aucune constatation relative à l'avantage et à l'opération de privatisation n'était nécessaire.⁷ Le représentant du Brésil a ensuite cité en réponse le passage ci-après du rapport de l'Organe d'appel: "À notre avis, l'Accord SMC, en vertu des articles 10, 19.4 et 21.1, impose aussi l'obligation d'établir une telle détermination à l'autorité chargée de l'enquête qui effectue un réexamen à l'extinction. Comme nous l'avons fait observer plus haut, l'interaction de l'article VI:3 du GATT et des articles 10, 19.4 et 21.1 de l'Accord SMC prescrit l'obligation, applicable aux enquêtes initiales ainsi qu'aux réexamens visés à l'article 21 de l'Accord

⁴ Règle finale à la page 37127.

⁵ *Idem*.

⁶ Mémoire sur les questions et la décision concernant la détermination conformément à l'article 129 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay: Détermination finale positive en matière de droits compensateurs: Tôles en acier inoxydable, en rouleaux, en provenance de l'Italie, 23 octobre 2003.

⁷ Détermination conformément à l'article 129: résultats finaux du réexamen complet à l'extinction de la mesure concernant les tôles en acier au carbone, coupées à longueur, en provenance de l'Allemagne (23 octobre 2003, à la page 4).

SMC, de limiter les droits compensateurs au montant et à la durée de la subvention dont l'existence aura été constatée par l'autorité chargée de l'enquête. En conséquence, nous ne voyons aucune erreur dans la constatation du Groupe spécial selon laquelle, dans les réexamens à l'extinction, l'autorité chargée de l'enquête, avant de décider de continuer à compenser des subventions non récurrentes et antérieures à la privatisation, est tenue d'examiner les conditions de ces privatisations et de déterminer si les producteurs privatisés ont retiré un avantage quelconque de subventionnement antérieur accordé aux producteurs d'État."⁸

49. Il semblait que les États-Unis n'aient pas suivi les constatations de l'Organe d'appel parce qu'ils n'avaient pas déterminé si les producteurs privatisés dans ces trois réexamens avaient retiré un avantage quelconque de subventionnement antérieur accordé aux producteurs d'État. Les États-Unis n'avaient apparemment pas mis en œuvre les recommandations de l'Organe d'appel sur ce point. Le Brésil avait donc deux préoccupations fondamentales qui étaient apparemment partagées par les CE. Premièrement, la question de savoir si les États-Unis mettaient en œuvre leur nouvelle méthode de manière équitable ou s'ils utilisaient simplement cette nouvelle méthode pour perpétuer les problèmes créés par leurs anciennes méthodes, dont il avait été constaté qu'elles étaient toutes deux incompatibles avec l'Accord SMC. Deuxièmement, la question de savoir si les États-Unis mettraient en œuvre leur nouvelle méthode concernant les réexamens à l'extinction en conformité avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Le Brésil espérait que ces questions seraient clarifiées dans l'affaire à l'examen.

50. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, de renvoyer au Groupe spécial initial, si possible, la question soulevée par les Communautés européennes dans le document WT/DS212/15. Le Groupe spécial serait doté du mandat type.

51. Le représentant de la Corée a réservé son droit de participer en tant que tierce partie aux travaux du Groupe spécial.

5. Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés

a) Rapport de l'Organe d'appel (WT/DS276/AB/R) et rapport du Groupe spécial (WT/DS276/R)

52. La Présidente a appelé l'attention des Membres sur la communication de l'Organe d'appel reproduite dans le document WT/DS276/17 transmettant le rapport de l'Organe d'appel "Canada - Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés", qui avait été distribuée le 30 août 2004 sous la cote WT/DS276/AB/R, conformément à l'article 17:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. En application des procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC (WT/L/452), le rapport de l'Organe d'appel et celui du Groupe spécial concernant cette affaire avaient fait l'objet d'une distribution non restreinte. La Présidente a rappelé les termes de l'article 17:14 du Mémoire d'accord, selon lesquels: "Un rapport de l'Organe d'appel sera adopté par l'ORD et accepté sans condition par les parties au différend, à moins que l'ORD ne décide par consensus de ne pas adopter le rapport de l'Organe d'appel, dans les 30 jours suivant sa distribution aux Membres. Cette procédure d'adoption est sans préjudice du droit des Membres d'exprimer leurs vues sur un rapport de l'Organe d'appel."

53. La représentante des États-Unis a dit que son pays appuyait l'adoption des rapports présentés à l'ORD à la réunion en cours. Les États-Unis tenaient d'abord à remercier les membres de l'Organe

⁸ États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des CE, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 149.

d'appel, le Groupe spécial et le Secrétariat d'avoir travaillé d'arrache-pied tout au long de ce différend. Pour ce qui était du fond des rapports, les États-Unis se félicitaient des constatations du Groupe spécial selon lesquelles certains aspects du réseau de manutention des grains du Canada et du programme de plafonnement des revenus des compagnies de chemins de fer étaient incompatibles avec les dispositions concernant le traitement national de l'article III:4 du GATT de 1994. Les États-Unis ont noté que des mesures à la fois compatibles avec les obligations du Canada en matière de traitement national et satisfaisant aux objectifs généraux énoncés par le Canada étaient clairement disponibles. Elles comprenaient des mesures reposant sur les caractéristiques intrinsèques des grains, pour assurer un classement par grades adéquat des grains. Les États-Unis attendaient avec intérêt que le Canada indique bientôt leurs intentions à cet égard. Par ailleurs, les États-Unis étaient également heureux de constater que l'Organe d'appel avait rejeté l'appel du Canada concernant l'articulation de l'analyse du Groupe spécial au titre de l'article XVII du GATT de 1994 mais ils regrettaient que l'Organe d'appel ait confirmé les constatations du Groupe spécial au sujet de l'argument des États-Unis au titre de l'article XVII. Non seulement les États-Unis étaient-ils déçus par le résultat quant au fond, qui interprétait de façon restrictive l'article XVII, mais ils avaient également trouvé que l'approche analytique du Groupe spécial et de l'Organe d'appel était inquiétante. En tout état de cause, les États-Unis estimaient que les constatations du Groupe spécial concernant les pratiques de la Commission canadienne du blé mettaient en évidence la nécessité de disposer de disciplines plus rigoureuses dans le cadre de l'OMC en ce qui concernait les entreprises commerciales d'État. À cet égard, les États-Unis notaient avec satisfaction que les Membres étaient convenus en juillet de supprimer le financement gouvernemental, la prise en charge des pertes et les subventions à l'exportation accordés à des entreprises commerciales d'État comme la Commission canadienne du blé ou par elles. Les États-Unis notaient également avec satisfaction que les Membres étaient aussi convenus que les pouvoirs monopolistiques de ces entreprises seraient visés par les négociations à venir dans le cadre des négociations de Doha. Ils avaient hâte de collaborer avec les autres Membres dans ces négociations afin de créer un régime efficace pour remédier aux pratiques déloyales des entreprises commerciales d'État.

54. Enfin, les États-Unis tenaient à mentionner brièvement les constatations de l'Organe d'appel sur la question de savoir si le Canada avait soulevé dans les délais ses objections de procédure concernant la première demande d'établissement d'un Groupe spécial présentée par les États-Unis dans le différend à l'examen. Les États-Unis avaient cru comprendre que les Membres devraient soulever les irrégularités présumées sur le plan de la procédure dès que possible. Dans ce différend, le Canada aurait pu soulever ses objections au cours des deux réunions de l'ORD où la demande d'établissement d'un groupe spécial avait été examinée, mais il ne l'avait pas fait. Les États-Unis avaient pris note avec intérêt du fait que l'Organe d'appel avait maintenant déterminé expressément qu'une objection préliminaire - soulevée pour la première fois après l'établissement du groupe spécial - était considérée avoir été soulevée dans les délais. En résumé, les États-Unis étaient déçus par la décision rendue sur sa demande concernant les pratiques de commerce du blé de la Commission canadienne du blé mais ils se félicitaient du fait que le Groupe spécial ait constaté que le réseau de manutention des grains du Canada et son programme de plafonnement des revenus des compagnies de chemins de fer étaient incompatibles avec les principes du traitement national et constituaient une discrimination à l'encontre des grains importés. Les États-Unis comptaient sur le Canada pour mettre en œuvre ces constatations sans retard.

55. Le représentant du Canada a dit que son pays tenait d'abord à remercier les membres de l'Organe d'appel, le Groupe spécial et le Secrétariat de l'OMC pour le temps et les efforts qu'ils avaient consacrés à aider le Canada et les États-Unis à résoudre ce différend. Leur travail était très apprécié, non pas seulement parce que ce différend avait beaucoup d'importance pour le Canada, mais aussi parce qu'il avait permis d'examiner l'étendue des obligations des Membres au titre de l'article XVII du GATT de 1994 ainsi que l'interaction entre cet article et les autres Accords de l'OMC. Comme le Canada l'avait indiqué précédemment, ce différend s'inscrivait dans une longue série de discussions, d'études et d'enquêtes relatives au grain lancées par les États-Unis au cours de la

décennie et demie qui venait de s'écouler. Le Canada se félicitait des constatations de l'Organe d'appel et du Groupe spécial parce qu'elles confirmaient ce qu'il avait toujours maintenu – à savoir que la Commission canadienne du blé menait ses activités conformément aux règles de l'OMC.

56. Deux des constatations de fait du Groupe spécial précisaient ce point. Premièrement, le Groupe spécial avait constaté que: "la Commission canadienne du blé est contrôlée par les producteurs dont elle commercialise les grains" (rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.122). Deuxièmement, le Groupe spécial avait constaté que: "le fait que le gouvernement canadien ne surveille pas les opérations de vente de la Commission canadienne du blé accroît, plutôt qu'il ne diminue, la probabilité que la Commission canadienne du blé agira en tenant compte des intérêts commerciaux des producteurs" (rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.124). En conséquence, le Groupe spécial avait conclu qu'"étant donné sa structure de direction, la Commission canadienne du blé est incitée à maximiser les revenus des producteurs dont elle commercialise les produits" (rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.131). En d'autres termes, la Commission canadienne du blé procédait à ses ventes en s'inspirant uniquement de considérations d'ordre commercial.

57. L'Organe d'appel et le Groupe spécial avaient également reconnu que les entreprises commerciales d'État étaient assujetties non seulement aux disciplines de l'article XVII mais aussi à de nombreuses autres dispositions du GATT de 1994, y compris l'Accord antidumping, l'Accord sur les subventions et l'Accord sur l'agriculture. Comme l'Organe d'appel l'avait indiqué, l'article XVII ne constituait pas un "code de conduite global pour les entreprises commerciales d'État". En effet, "les négociateurs du GATT ont établi un certain nombre de prescriptions complémentaires pour traiter les différentes manières dont une partie contractante pourrait utiliser les entreprises commerciales d'État pour tenter de contourner ses obligations au titre du GATT" (rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 98). Les constatations du Groupe spécial et leur confirmation par l'Organe d'appel prouvaient la justesse de la position défendue depuis longtemps par le Canada dans les négociations de l'OMC sur l'agriculture selon laquelle les nouvelles disciplines demandées par les États-Unis et les CE concernant les entreprises commerciales d'État exportatrices n'étaient tout simplement pas nécessaires. Le Canada continuerait de défendre la capacité des agriculteurs de choisir la manière de commercialiser leurs produits. Le Canada a demandé à l'ORD d'adopter ces deux rapports - WT/DS276/AB/R, daté du 30 août 2004, et WT/DS276/R, daté du 6 avril 2004.

58. Le représentant de la Chine a dit que son pays tenait à remercier le Groupe spécial, l'Organe d'appel et le Secrétariat de leur diligence et de la grande qualité des rapports en l'espèce. La Chine croyait comprendre que cette affaire était très importante et complexe parce qu'il s'agissait du premier différend majeur concernant les droits et obligations des Membres au titre de l'article XVII du GATT de 1994 en matière d'entreprises commerciales d'État. Dans leurs rapports, le Groupe spécial et l'Organe d'appel étaient parvenus à un certain nombre de conclusions qui confirmaient la justesse de la compréhension et de l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994 que la Chine avait exposées dans les communications écrites et orales qu'elle avait présentées en tant que tierce partie dans le différend à l'examen. Premièrement, l'article XVII du GATT de 1994 autorisait les Membres à fonder et à maintenir des entreprises commerciales d'État ou à leur accorder des privilèges exclusifs ou spéciaux et le seul fait pour ces entreprises d'utiliser les privilèges exclusifs ou spéciaux ne constituait pas une violation de l'article XVII du GATT de 1994. Deuxièmement, l'article XVII:1 b), en définissant et en clarifiant la prescription énoncée à l'alinéa a), était subordonné à l'alinéa a) au lieu d'en être distinct et indépendant. Troisièmement, l'article XVII du GATT de 1994 n'était pas une disposition qui imposait aux entreprises commerciales d'État des obligations générales du type de celles qui relevaient d'une loi sur la concurrence. La Chine se félicitait également des clarifications apportées par le Groupe spécial et l'Organe d'appel concernant des termes importants utilisés à l'article XVII:1, tels que "considérations d'ordre commercial" et "entreprises". En résumé, les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel avaient donné des indications importantes concernant l'interprétation et l'application de l'article XVII du GATT de 1994. La Chine était en faveur de l'adoption des rapports par l'ORD à la réunion en cours.

59. L'ORD a pris note des déclarations, et a adopté le rapport de l'Organe d'appel figurant sous la cote WT/DS276/AB/R et le rapport du Groupe spécial figurant sous la cote WT/DS276/R confirmé par le rapport de l'Organe d'appel.

6. Liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux – Désignations proposées (WT/DSB/W/266)

60. La Présidente a appelé l'attention des participants sur le document WT/DSB/W/266 qui contenait des propositions supplémentaires de noms à ajouter à la liste indicative conformément à l'article 8:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Elle a proposé que l'ORD approuve les noms figurant dans le document WT/DSB/W/266.

61. L'ORD en est ainsi convenu.
